

Le « nouveau » libéralisme

Catherine AUDARD

Le libéralisme survivra-t-il à la crise économique et financière ? Les pronostics se multiplient mais il est difficile de percevoir les réalignements idéologiques en cours. Au début du XX^e siècle déjà, une autre crise du capitalisme donna naissance à un courant intellectuel et politique, le « nouveau » libéralisme, dont Keynes fut l'un des héritiers. La philosophe Catherine Audard retrace l'histoire de cette refondation.

« La transition de l'anarchie économique vers un régime visant délibérément à contrôler et diriger les forces économiques dans l'intérêt de la justice et de la stabilité sociale présentera d'énormes difficultés à la fois techniques et politiques. Je suggère néanmoins que la véritable mission du *nouveau* libéralisme est de leur trouver une solution ».

John Maynard Keynes, « Suis-je un libéral ? » (1^{ère} éd. 1925), in *La Pauvreté dans l'abondance*, Paris, Gallimard, 2002 (souligné par nous).

Ce diagnostic de Keynes sonne étonnamment contemporain¹. Le monde occidental sort de trente ans de politique économique dominée par le néolibéralisme qui ont conduit certes à une plus grande prospérité mondiale, mais aussi à une crise financière d'une très grande gravité, parfaite illustration de l'anarchisme économique que fustige Keynes et qu'il avait expérimenté en première ligne, avec la dépression de 1929. Mais si la dérégulation des forces du marché a conduit le capitalisme au bord du précipice, les modèles alternatifs, communisme et socialisme, ont été, eux, largement frappés de discrédit depuis la chute du mur de Berlin, comme ils l'étaient déjà pour Keynes. Comme les gouvernements sociaux-démocrates actuels, Keynes refusait de voir dans le socialisme un remède aux maux du *laissez faire*. Quant au retour au protectionnisme, qui, rappelons-le, n'était pas un dogme pour

¹ Cette présentation est un résumé du chapitre IV de mon livre, *Les Enjeux du libéralisme*, à paraître chez Gallimard, septembre 2009.

Keynes, même s'il est une tentation, il est un moyen infaillible de transformer la récession en dépression, puisqu'il aggrave l'effondrement de la demande mondiale.

Vers quelle théorie se tourner si l'ultralibéralisme comme le socialisme ont été déconsidérés ? Telle est la question urgente qui se pose à tous les gouvernements modérés en 2009. Mais c'était également la question que se posaient au tournant du XX^e siècle les auteurs libéraux progressistes qui, hostiles aussi bien au libéralisme orthodoxe de l'École de Manchester² qu'au socialisme, ont influencé Keynes. Ce sont ces auteurs, ainsi que leur politique économique et sociale, qui font l'objet de cette étude de ce qu'on a appelé le *New Liberalism* en Angleterre.³

La naissance du « nouveau » libéralisme au tournant du XX^e siècle

D'un libéralisme de parti à un libéralisme d'idées

Le libéralisme connaît des transformations remarquables en Angleterre au tournant du XX^e siècle. Il cesse progressivement d'être la formation politique dominante et est évincé après 1922 par le parti socialiste, le *Labour Party*, devenant de plus en plus minoritaire et éloigné du pouvoir en raison du bipartisme qui caractérise la politique anglaise. Mais il acquiert et développe également, pendant la même période, une influence intellectuelle et une stature morale sans commune mesure avec sa représentation politique. Il passe d'un libéralisme de parti à un libéralisme d'idées, forgeant ce qu'on a appelé le « nouveau » libéralisme qui s'éloigne considérablement des positions du libéralisme classique. Son renouveau intellectuel est animé par des philosophes, des économistes, des politologues, des sociologues, essayistes ou universitaires, mais aussi des journalistes, qui sont parfois

² L'École de Manchester, représentée par Richard Cobden, le fondateur en 1839 de la ligue contre les droits sur les grains (Anti-Corn Laws League) et du parti libéral anglais, est typique du « vieux » libéralisme qui se concentre surtout sur la défense du libre-échange, la non-interférence de l'État dans la vie économique, la diminution des dépenses publiques et des impôts, la stricte liberté des contrats. Il présente ces valeurs comme bénéfiques pour toute la société sans pour autant gagner le soutien de la classe ouvrière, influencée par le mouvement chartiste puis par le travaillisme.

³ Sur le New Liberalism, on pourra consulter Michael Freedon, *The New Liberalism*, Oxford, Clarendon Press, 1978, *Liberalism Divided*, Oxford, 1986, et *Ideologies and Political Theory*, Oxford, 1996 ; le numéro spécial de la revue *Social Philosophy and Policy: Liberalism, Old and New*, vol. 24, n°1, hiver 2007 ; James T. Kloppenberg, *Uncertain Victory. Social Democracy and Progressivism in European and American Thought, 1870-1920*, Oxford, Oxford University Press, 1986 ; Richard Bellamy, *Liberalism and Modern Society*, Cambridge, Polity Press, 1992 ; Gilles Dostaler, *Keynes et ses combats*, Paris, Albin Michel, 2009 (1^{ère} éd.: 2005), p.198-203 et 218-245 sur les grandes réformes libérales et Keynes. Sur le socialisme libéral, voir Serge Audier, *Le Socialisme libéral*, Paris, La Découverte, 2006, et Monique Canto-Sperber et Nadia Urbinati (dir.), *Le Socialisme libéral. Une anthologie*, Paris, Esprit, 2003.

également des hommes politiques et qui ont un prestige et une influence considérables auprès des classes dirigeantes. Ces auteurs se confrontent aux textes classiques du libéralisme comme aux positions du parti libéral pour les critiquer et les remanier sous des angles extrêmement variés, donnant son nouveau visage au libéralisme.

Il faut ajouter que ces auteurs ont eu un rayonnement international et que des mouvements comparables au *New Liberalism* ont existé en France, comme le « solidarisme » de Charles Renouvier (1815-1903), Alfred Fouillée (1838-1912), Léon Bourgeois (1851-1925), Charles Gide (1851-1925) et même Émile Durkheim (1858-1917)⁴. En Italie, le libéralisme classique représenté par le célèbre économiste Vilfredo Pareto⁵ (1848-1923) a suscité les réactions d'intellectuels opposés au fascisme comme Benedetto Croce (1866-1952), fondateur du parti libéral italien, l'économiste Luigi Einaudi (1874-1961) et l'historien du libéralisme, Guido de Ruggiero (1888-1948), inspirées par le « nouveau » libéralisme et sa critique du libéralisme économique ou *liberismo*. Quant au « socialisme libéral » de Carlo Rosselli (1899-1937)⁶, il a marqué durablement la tradition politique italienne⁷. En Allemagne, Wilhelm Dilthey (1833-1911) et Max Weber (1864-1920)⁸ incarnent les espoirs du libéralisme ainsi que ses échecs et son incapacité à prendre pied dans un contexte idéologique hostile. Aux États-Unis, le « progressisme » américain est l'équivalent du « nouveau » libéralisme et sa nouvelle éthique démocratique et égalitaire s'exprime dans le magazine *The New Republic*, avec son fondateur Herbert Croly (1869-1930), Walter Lippmann (1889-1974), son publiciste le plus célèbre, ainsi que le philosophe John Dewey (1859-1952) qui, tous, puisent leur inspiration dans la philosophie de William James (1842-1910). Notons que l'un de ses grands intellectuels, Thomas Woodrow Wilson (1856-1924), professeur de sciences politiques à Princeton, fut président des États-Unis de 1913 à 1921.

Le libéralisme en Angleterre (1870-1920)

Quelle est la situation spécifique du libéralisme en Angleterre ? En 1870, au moment de son apogée, le parti libéral est divisé en deux courants principaux. Le premier courant, plus

⁴ Voir Marie-Claude Blais, *La Solidarité. Histoire d'une idée*, Paris, Gallimard, 2007 et Jean-Fabien Spitz, *Le Moment républicain*, Paris, Gallimard, 2005.

⁵ Si Pareto fut un défenseur du libéralisme démocratique pendant sa jeunesse, il devint de plus en plus cynique et finit par soutenir la montée du fascisme.

⁶ Carlo Rosselli, militant italien antifasciste réfugié à Paris, mourut assassiné par des miliciens en 1937.

⁷ Voir Serge Audier, *op.cit.* (chap. III), et Richard Bellamy, *op.cit.* (chap. III).

⁸ Sur Max Weber et le libéralisme, voir David Held, *Models of Democracy*, Cambridge, Polity Press, 1996 (chap. 5) ; James T. Kloppenberg, *op.cit.* (chap. 8), Richard Bellamy, *op.cit.* (chap. 4).

conservateur, est l'héritier des Whigs des XVII^e et XVIII^e siècles, grands propriétaires terriens alliés à la bourgeoisie d'affaires pour des raisons tactiques afin de défendre leurs privilèges contre la dynastie des Stuarts et la monarchie absolue. Les éléments les plus conservateurs du parti se sont séparés des libéraux en 1832 sur la question du libre-échange, mais aussi de la réforme électorale et de l'élargissement du droit de vote, et rejoignent un nouveau parti qui se substitue aux Tories, le parti conservateur. Les libéraux conservateurs qui restent au parti, dont les représentants sont Richard Cobden, John Bright, et surtout le premier ministre William Gladstone, sont partisans du libre-échange contre les conservateurs protectionnistes et impérialistes, dont le leader est Benjamin Disraeli.

En face d'eux, et en position de plus en plus dominante, les libéraux réformateurs et « radicaux » influencés par l'utilitarisme se préoccupent avant tout d'améliorer le bien-être (*welfare*) des classes laborieuses et de lutter contre la pauvreté, en intervenant dans des secteurs jusque-là réservés à la charité privée. Ils sont également hostiles à l'impérialisme britannique et au coût des guerres coloniales. Ces préoccupations les amènent à critiquer les dogmes du libéralisme économique et à prôner au contraire l'intervention de l'État dans la vie sociale et économique.

Mais, malgré ces conflits, on peut dire que le consensus libéral résiste aux crises économiques et sociales beaucoup plus longtemps qu'ailleurs. Le libéralisme continue de nourrir une image idéalisée du capitalisme et de son fonctionnement. Il comprend la nouvelle société qu'il voit se former sous ses yeux dans les mêmes termes individualistes que jadis, attribuant le chômage et la misère avant tout à des défauts de « caractère » ou à la malchance. Incapable de saisir les *causes* de la crise sociale, il cherche à en guérir les *symptômes* : pauvreté, insécurité, chômage. Il n'établit aucun lien entre la pauvreté croissante du prolétariat et le capitalisme.

C'est la montée du socialisme, sous la forme du travaillisme, qui change la situation et radicalise l'aile réformatrice du parti libéral. Mais le travaillisme, qui donne naissance en 1906 au *Labour Party*, bien loin d'être influencé par le socialisme révolutionnaire et le marxisme comme en Europe continentale, a ses sources morales dans le libéralisme modéré et dans le protestantisme libéral, le méthodisme en particulier⁹. C'est seulement en 1918 qu'il

⁹ Voir, par exemple, Gilles Dostaler, *op. cit.*, p. 215-216 ; James T. Kloppenberg, *op. cit.*, p. 201-205.

cesse d'être un allié politique des libéraux et qu'il devient un opposant politique du parti libéral, lui ravissant la première place aux élections en 1922. Entre 1906 et 1911, avec l'aide des travaillistes, les libéraux réformateurs ont fait voter une législation sociale très avancée : indemnités en cas d'accident de travail, repas gratuits dans les écoles, réglementation du travail des enfants, limitation du travail à 8 heures dans les mines, protection des syndicats dont les pouvoirs sont accrus, revenu garanti pour toute personne âgée de plus de soixante-dix ans, début de la démolition des taudis et amélioration des logements ouvriers. Enfin, le *National Insurance Act*, voté en 1911, met sur pied le premier système d'assurance-chômage et maladie. Les prémisses du *Welfare State* sont donc l'œuvre des libéraux, appuyés par les travaillistes¹⁰.

Mais cette radicalisation conduit, en 1916, à l'éclatement du parti entre radicaux (comme Lloyd George), modérés (comme Lord Asquith) et conservateurs, partisans de l'Empire au moment de la guerre des Boers. Le parti libéral perd ainsi, au lendemain de la Première Guerre mondiale, la position dominante qu'il occupait dans la vie politique anglaise, au profit du parti travailliste.

Les sources intellectuelles du « nouveau libéralisme »

Derrière les transformations du parti libéral, son éclatement et la naissance du parti travailliste pendant cette période, il faut voir l'action indirecte, mais parfois aussi directement politique, d'un nouveau mouvement intellectuel qu'on a appelé *New Liberalism*, né dans les universités d'Oxford ou de Cambridge. Ce mouvement a exercé une influence très importante sur les élites et les hommes politiques, mais a su également trouver des journalistes et des écrivains pour diffuser plus largement ses vues.

L'héritage de John Stuart Mill (1806-1873)

Ce « nouveau » libéralisme a, tout d'abord, ses sources intellectuelles dans les écrits de John Stuart Mill. Sous l'influence de Wilhelm von Humboldt (1767-1835), représentant du libéralisme allemand du *Sturm und Drang*¹¹, Mill a développé une nouvelle conception de l'individu qui doit beaucoup au concept hégélien et humboldtien de *Bildung*, terme ambigu

¹⁰ Voir Gilles Dostaler, *op. cit.*, p. 218-221 et James T. Kloppenberg, *op. cit.*, p. 273-274. L'influence de la législation de Bismarck a certainement marqué cette législation de même qu'elle joue un rôle dans le « progressisme » américain de la même période.

¹¹ Sur Humboldt, voir Louis Dumont, *L'idéologie allemande*, Paris, Gallimard, 1991 (chap. 6).

qui signifie à la fois la formation de l'individu, son éducation ou ce que Mill appelle « la culture de soi ». Disons qu'à la conception abstraite et non historique de l'individu libéral du XVIII^e siècle, Mill substitue une conception beaucoup plus riche, évolutive et dynamique de l'individu comme résultat d'un processus d'individualisation : *l'individualité*. Dans *De la liberté* (1859), le manifeste du libéralisme moderne, il affirme que l'individualité est un des éléments essentiels du bien-être et donc une valeur centrale du libéralisme.

En conséquence, la société a un rôle central à jouer dans la formation de l'individualité et la nature sociale de l'individu est affirmée. Mill refuse toute opposition tranchée entre individu et société. Le but du libéralisme est d'indiquer « la nature et les limites du pouvoir que la société peut légitimement exercer sur l'individu [...] ce contrôle extérieur n'étant justifié que pour les actions de chacun qui touchent à l'intérêt d'autrui ». Indiquer clairement les limites de l'action de la société sur l'individu permet de lutter contre les contraintes inacceptables et injustifiées qu'elle risque d'imposer au développement individuel, contre l'autorité abusive qu'elle fait peser sur les individus et leur créativité. Mais le libéralisme ne refuse certainement pas l'idée que la société ait une influence sur la formation de l'individu et « la culture (*Bildung*) de soi ». Le libre développement de l'individu est un élément essentiel du progrès social, mais, sans l'aide et la contribution des autres, ce développement serait impossible.

Liée à cette conception de l'individualité, Mill développe une conception *pluraliste* de la société, mais aussi de la connaissance et de l'éthique, là encore en opposition avec les tendances monistes de l'idéologie des Lumières. Il insiste sur le fait que la pluralité des opinions est absolument nécessaire à la découverte de la vérité (*De la liberté*, chapitre II) comme à la liberté de l'individu de choisir son propre chemin, la voie de son développement personnel.

Mais c'est surtout en tant qu'homme politique – il est candidat socialiste aux élections de 1868 – et économiste – ses *Principes d'économie politique* de 1848 ont un énorme succès parce qu'il y apparaît plus soucieux de la classe ouvrière qu'aucun économiste avant lui – que Mill inspire l'évolution du mouvement libéral vers une conscience de plus en plus aiguë des questions sociales et ce sont surtout ses derniers écrits sur le socialisme, sur les droits des femmes et sur le gouvernement représentatif qui constituent les sources du nouveau paradigme.

Du « nouveau » libéralisme au travaillisme : T.H. Green, L.T. Hobhouse et John Hobson

Le penseur le plus important du nouveau libéralisme est certainement le philosophe d'Oxford Thomas Hill Green (1836-1882)¹² dont l'enseignement a un rayonnement extraordinaire bien après sa mort sur tout le personnel politique de l'époque, sans oublier sur Keynes lui-même qui, s'il ne le cite pas, s'en inspire¹³. Green développe les idées de Mill, mais va beaucoup plus loin que lui dans la dénonciation de la liberté des contrats et de la liberté économique, et ses thèses sur la nature sociale de l'individu sont très proches de celles de Durkheim dont il est le contemporain¹⁴. Green est remarquable par sa lecture de Rousseau, qu'il admire, et des philosophes idéalistes allemands, Kant, Hegel, Humboldt, qu'il essaye de concilier avec l'héritage libéral anglais et écossais. Suivant Kant, il rejette l'utilitarisme qui était la doctrine morale préférée des libéraux et affirme, au contraire, que le lien social ne résulte ni d'un contrat à la manière de Locke ni de l'utilité à la manière de Bentham, mais de la reconnaissance par chacun de la personne de l'autre comme d'une fin en soi et des intérêts des autres comme constitutifs de l'intérêt personnel. Il critique ainsi l'individualisme atomiste du XVIII^e siècle et lui substitue la vision, inspirée de celle de Mill, d'une individualité qui se développe et se perfectionne grâce à l'apport constant des autres, fondant ainsi un droit de l'individu vis-à-vis de la société qui lui *doit* les moyens de la réalisation de son potentiel, réalisation essentielle pour le bien-être et le progrès de tous. Cette idée est notamment reprise dans le « solidarisme » de Léon Bourgeois et son concept de la « dette sociale ». À la suite d'Aristote et de Hegel, Green appelle « bien commun » cette interaction entre intérêt individuel et intérêt commun et en fait le fondement de la morale et de l'obligation politiques¹⁵.

Green est à la source de quatre innovations dans le programme libéral. Tout d'abord, il distingue radicalement la liberté *négative* du « vieux » libéralisme, celle des droits individuels, et la liberté *positive* du « nouveau libéralisme », celle des droits-créances, des moyens sociaux et économiques que la société fournit à l'individu pour permettre le

¹² Le texte le plus représentatif de sa pensée est « Liberal Legislation and Freedom of Contract », 1880, dont on trouvera des extraits dans Monique Canto-Sperber et Nadia Urbinati (dir.), *op. cit.*

¹³ Voir Gilles Dostaler, *op. cit.*, p. 200.

¹⁴ Steven Lukes in Monique Canto-Sperber et Nadia Urbinati (dir.), *op. cit.*, p. 159-161.

¹⁵ Voir *The Principles of Political Obligation*, 1880, publiés en 1895. Sur T. H. Green, voir Michael Freedon *op. cit.*, et James T. Kloppenberg, *op. cit.* (chap.4), M. Richter, *The Politics of Conscience*, Londres, 1964 ; Gilles Dostaler, *op. cit.*, p. 198-201 ; Serge Audier, *op. cit.*, p. 14-15.

développement de ses potentialités. Il amorce ainsi un débat entre liberté positive et liberté négative qui devient central dans l'idéologie libérale du XX^e siècle et qui suscite la célèbre défense de la liberté « négative » par Hayek dans *La Constitution de la liberté* (1960). Ensuite, il réaffirme la nature sociale de l'individu dont le développement est tributaire de l'apport des autres et de la société. Puis, il fait la critique du libéralisme économique en soutenant que le marché est une institution sociale comme une autre qui doit donc être régulée pour fonctionner à l'avantage de tous et non pas seulement de certains. Enfin, il soutient la légitimité de l'intervention de l'État et de la législation dans les domaines de l'éducation, de la santé publique, de la propriété privée et du droit du travail pour neutraliser les effets pervers des excès de la liberté individuelle.

À la suite de Green, Leonard T. Hobhouse (1864-1929)¹⁶ condamne le libéralisme économique qui conduit à creuser l'écart entre riches et pauvres et propose un programme sévère de taxation des profits des entreprises. Il défend le rôle de l'État qui doit réguler la vie sociale et soutient que les réformes sociales peuvent être compatibles avec le respect de l'individu. La nouvelle citoyenneté devrait inclure les droits sociaux et pas seulement les droits politiques. Il se rapproche ainsi du travaillisme naissant et de la *Fabian Society*. Celle-ci, qui existe toujours, a servi de premier *think tank* au parti travailliste et compte parmi ses membres fondateurs Béatrice et Sidney Webb, George Bernard Shaw et H. G. Wells. Elle défendait l'intervention de l'État dans la société, grâce à une bureaucratie efficace et honnête, le collectivisme et la méritocratie, tout en se considérant comme l'héritière du libéralisme¹⁷.

Le nouveau libéralisme est également l'œuvre d'économistes, pas seulement de philosophes ou d'essayistes. Ainsi l'harmonie entre efficacité économique et réformes sociales est-elle le credo des travaux de l'économiste Alfred Marshall. Quant à John Hobson, le disciple de Green et Hobhouse et l'auteur de *The Evolution of Modern Capitalism* (1894) et d'*Imperialism* (1902), il rejoint, comme Hobhouse lui-même, les rangs du parti travailliste après la Première Guerre mondiale, quand le courant impérialiste du parti libéral rend impossible tout effort de réformes sociales.

¹⁶ La présentation des thèses du « nouveau libéralisme » par Hobhouse se trouve dans *Liberalism* (1911). Sur Hobhouse, voir Serge Audier, *op. cit.*, p. 16-22 ; Gilles Dostaler, *op. cit.*, p. 199-200 ; James T. Kloppenberg, *op. cit.*, p. 305-311.

¹⁷ Voir Steven Lukes, *op. cit.*, p. 156-157.

John Maynard Keynes (1883-1946)

Il est impossible d'évoquer le « nouveau » libéralisme en Angleterre sans évoquer la figure de Keynes¹⁸. Confondant Keynes et le keynésianisme, on a souvent présenté Keynes comme antilibéral. En réalité, il est bien l'héritier des idées du « nouveau » libéralisme. Il s'oppose à une certaine version du libéralisme, celle, dogmatique et conservatrice, de l'École de Manchester et du parti libéral au début du XX^e siècle, ou celle des conceptions économiques « orthodoxes » du Trésor avec lequel il a tellement de conflits, mais certainement pas au « nouveau » libéralisme dont il est, au contraire, le continuateur¹⁹.

On peut dire, tout d'abord, que Keynes a parachevé le nouveau paradigme libéral en donnant à l'État administratif la dernière justification qui lui manquait encore : celle de l'expertise économique, et non plus seulement sociale, comme c'était le cas pour l'État social allemand de Bismarck. La pauvreté et les problèmes sociaux sont dus, selon lui, à la mauvaise gouvernance économique, à l'incompétence et à la mauvaise gestion de l'économie par les gouvernements, à leur « bêtise », dit-il souvent, se référant à ses innombrables démêlés avec les responsables du Trésor et avec les tenants du *free market* à tout prix, plutôt qu'aux défauts de caractère des « pauvres ». La nouvelle science économique doit permettre de résoudre les crises économiques en changeant les paramètres et en comptant sur l'intervention de l'État pour les mettre en œuvre, par exemple par une politique de grands travaux dont l'inspiration se trouve, avant Keynes, chez les économistes américains institutionnalistes. Keynes complète, plutôt qu'il ne transforme, le libéralisme pour y faire entrer des idées nouvelles, celles de risque, d'incertitude, d'anticipation, de probabilités ainsi que l'importance des phénomènes macro-économiques. Comme il le fait remarquer, non sans vanité, de même que la théorie de la relativité d'Einstein intègre comme un phénomène particulier valable pour des vitesses inférieures à la vitesse de la lumière les équations de Newton, de même sa théorie générale intègre les conceptions classiques et néo-classiques de l'économie libérale comme des cas particuliers.

On peut constater, ensuite, qu'en raison de son pragmatisme – ne proclame-t-il pas fièrement : « Quand les faits changent, je change d'avis » – Keynes évolue par rapport au « nouveau » libéralisme et trouve une alternative aussi bien au protectionnisme d'une partie

¹⁸ Nous suivons ici la biographie magistrale de Keynes par Robert Skidelsky, *John Maynard Keynes 1883-1946*, Londres, MacMillan, 2003, ainsi que Gilles Dostaler, *op. cit.*

¹⁹ Gilles Dostaler, *op. cit.*, p. 165-245 et surtout p. 198.

de la droite qu'à la politique interventionniste et redistributive de la gauche, à savoir la possibilité de réguler les cycles économiques et les politiques de l'emploi tout en favorisant la croissance économique. Dans sa conférence de 1924, publiée en 1926 sous le titre *La Fin du Laissez faire*²⁰, il explique ses positions pragmatiques en faveur de l'intervention de l'État. Ce texte aurait pu servir de point de départ au grand débat avec Hayek qui n'a jamais eu lieu en raison de la mort de Keynes en 1946. Dans un texte de 1925, « Suis-je un Libéral ? »²¹, Keynes précise encore davantage sa position à l'égard du « nouveau » libéralisme. Il part d'une théorie non marxiste des étapes du développement économique, proposée par l'économiste américain institutionnaliste J. R. Commons (*Institutional Economics*, 1934)²². Celui-ci distingue trois stades du développement : 1) le stade de la rareté, 2) le stade de l'abondance et de l'individualisme, 3) le stade de la stabilisation et de la régulation, après les grandes crises du capitalisme.

Dans ce dernier stade, la réduction de la liberté individuelle est liée aux interventions gouvernementales, mais surtout à des interventions économiques à partir de l'action concertée secrète ou semi-ouverte, ou d'arbitrage des associations, corporations, syndicats et autres mouvements collectifs des patrons du commerce ou de l'industrie, des banques, mais aussi des syndicats de travailleurs, ouvriers et paysans. À ce stade, les libertés sont menacées par le fascisme et le bolchévisme. Le socialisme n'offre pas d'alternative parce qu'il raisonne comme si l'ère d'abondance existait toujours. L'avenir du « nouveau » libéralisme est de chercher à résoudre les immenses difficultés de cette ère de stabilisation, de contrôle et de régulation des forces économiques en vue de créer la justice et la stabilité sociale. Quant au parti travailliste, bien que « stupide » (« *silly* », dit Keynes), il devra être attelé au programme du libéralisme. Keynes, comme le « nouveau » libéralisme, soutient la compatibilité entre socialisme et libéralisme. Cependant, il rejette le socialisme comme remède économique aux maux du laissez faire parce qu'il défend des politiques économiques inefficaces, l'interférence avec les libertés individuelles, et qu'il se veut révolutionnaire, défendant une idéologie de classe et un anti-élitisme jugé absurde. Il reste le parti libéral, pourtant clairement incapable de renouvellement en 1925 en raison de ses divisions internes et de ses échecs électoraux. Les « jeunes libéraux », comme William Beveridge, ne reviendront au pouvoir qu'après la guerre,

²⁰ *The End of Laissez Faire*, Londres, 1926, traduction française : Éditions Agone, 1999.

²¹ « Am I a Liberal? » (1925), traduction français dans : *La Pauvreté dans l'abondance*, Paris, Gallimard, 2002.

²² John R. Commons (1862-1945) a été l'un des critiques américains les plus sévères du *laissez-faire* dans les années 1920. Voir Gilles Dostaler, *op. cit.*, p. 186-187.

en 1944, avec un programme qui s'inspire des idées de Keynes. Mais « le parti libéral demeure le meilleur instrument de progrès – si seulement il avait une direction forte et un bon programme ».

Dans sa *Théorie générale* (1936), Keynes développe certes des conceptions assez différentes de celles du « nouveau » libéralisme. Il ajoute la stabilisation macroéconomique au programme libéral d'avant-guerre et lui donne la priorité. L'instabilité à court terme du capitalisme est pour lui un danger plus grand que l'injustice à long terme dans la distribution de la richesse et des revenus. Les plus grands maux économiques sont le risque, l'incertitude et l'ignorance. Le rôle de l'État est de les minimiser grâce à sa politique monétaire et d'investissements en grands travaux, équipements sociaux, etc. Keynes déplace le problème de la justice sociale de la microéconomie vers la macroéconomie. L'injustice devient un problème d'incertitude, la justice une affaire de prédictibilité contractuelle. Contrairement à ce que l'on pense généralement, la redistribution joue un rôle mineur dans sa philosophie sociale, comme une partie de la machinerie de la stabilisation macroéconomique, certainement pas comme un moyen vers une fin idéale. Son étatismisme et surtout son élitisme le différencient des « nouveaux » libéraux d'avant-guerre qui valorisaient la démocratie comme une fin en soi, alors que Keynes souhaite plutôt un État gestionnaire et technocrate. Il ne faut pas oublier non plus la différence de style intellectuel entre le « nouveau » libéralisme d'Oxford, teinté d'hégélianisme, et les économistes de Cambridge qui ont été les maîtres de Keynes. À distance des nouveaux libéraux, Keynes en est resté malgré tout un compagnon de route.

Une nouvelle conception de la liberté et de l'État

De la liberté négative à la liberté positive

La première transformation accomplie par les libéraux réformateurs concerne la conception de la liberté libérale. Rappelons les termes du débat.

Pour le libéralisme classique, la liberté était essentiellement conçue comme le droit à un espace privé inviolable, comme la protection vis-à-vis des autorités abusives, que ce soit le pouvoir exercé par autrui, par le groupe et la société, la coercition de l'État et des lois ou l'autorité des églises. C'est ce qu'on a appelé la liberté *négative* ou défensive. Mais, pour le « nouveau » libéralisme, la liberté est également *positive* : c'est le pouvoir d'agir au mieux de

ses intérêts ou de ses valeurs sans en être empêché par quiconque ou par quoi que ce soit, sauf si l'on nuit à autrui. C'est la conception qui était déjà défendue par Mill :

« Personne ne soutient que les actions doivent être aussi libres que les opinions [...] Les actes de toute nature qui, sans cause justifiable, nuisent à autrui peuvent être contrôlés [...] La liberté de l'individu doit être contenue dans cette limite : il ne doit pas nuire à autrui. Et dès qu'il s'abstient d'importuner les autres et qu'il se contente d'agir selon son inclination et son jugement dans ce qui ne concerne que lui [...] il doit être libre de mettre son opinion en pratique à ses propres dépens » (*De la liberté*, 1861, p. 145-146).

T. H. Green reprend et développe cette distinction entre *freedom from*, liberté à l'égard des contraintes, et *freedom to*, liberté active, ou liberté-puissance. Une telle distinction est cruciale puisque les obstacles ne sont pas les mêmes dans les deux cas. Pour la première, l'obstacle se situe dans l'autorité arbitraire, politique ou religieuse et dans la contrainte. Pour la seconde, l'obstacle est l'absence des moyens d'agir et de réaliser les projets de vie de l'individu. On peut très bien vivre sous le règne des institutions de la liberté et souffrir d'un manque de liberté si l'on ne dispose pas des conditions sociales et économiques nécessaires au développement de son potentiel : éducation, santé, logement, salaire décent, etc. Les droits socio-économiques sont donc aussi importants que les libertés personnelles et politiques pour la liberté. C'est sur ce point que les débats avec le « nouveau » libéralisme vont faire rage pendant tout le XX^e siècle. En effet, où se situe dorénavant la différence avec le socialisme ?

Le libéralisme classique avait toujours considéré que les institutions politiques (gouvernement représentatif, séparation des pouvoirs, contre-pouvoirs, contrôles de constitutionnalité, décentralisation, etc.) étaient en première ligne pour protéger les droits et les libertés des individus. Pour le socialisme, au contraire, ces institutions ne peuvent pas jouer pas de rôle effectif puisque ce sont les conditions socio-économiques qui sont cruciales pour la « vraie » liberté. La justice sociale est pour le socialisme le seul moyen de l'épanouissement de l'individu et il ne peut y avoir de liberté sans les moyens de la liberté pour tous. Le « nouveau » libéralisme tente de combiner ces deux conceptions. Si l'on comprend les soi-disant droits « naturels » comme des allocations sociales et comme des moyens positifs d'agir, des pouvoirs, et non pas seulement des protections « passives », comme disait Benjamin Constant, la liberté individuelle n'est plus menacée par la justice sociale, elle en résulte, ce qui est un retournement complet des thèses libérales : « La liberté ne devient pas tant un droit de l'individu qu'une nécessité de la société » (Hobhouse, *Liberalism*, 1911).

Une nouvelle conception de l'État

En 1886, Woodrow Wilson, alors jeune professeur de sciences politiques à Princeton, admirateur de Hegel et de la conception allemande bismarckienne de l'État social, publie son livre *L'État*, qui argumente en faveur d'un plus grand pouvoir de l'exécutif au sein du gouvernement central. Ce livre, qui devient rapidement un classique des études en sciences politiques, marque un changement total dans l'attitude du libéralisme vis-à-vis de l'État qui, jusque-là, avait été perçu comme un péril pour les libertés individuelles.

Le livre *Liberalism* de Leonard T. Hobhouse, publié en 1911, représente en Angleterre la meilleure formulation de cette nouvelle approche. Il prône le rôle de l'État pour réguler la vie sociale et mettre en œuvre des réformes compatibles avec le respect de l'individu, une nouvelle citoyenneté qui inclut les nouveaux droits sociaux et qui se fonde sur la croyance dans l'harmonie possible entre liberté individuelle, efficacité économique et réformes sociales, espoir qui n'est pas sans éveiller de nombreux échos pour les libéraux comme les socialistes au début du XXI^e siècle...

On peut dater de ce moment la révolution dans la conception de l'État qui substitue aux contrôles traditionnels des contre-pouvoirs, des *checks and balances* et de la Constitution, le nouvel État administratif, compétent, efficace et tout entier dévoué au bonheur de tous. Sous l'influence de ce « nouveau » libéralisme, un changement de paradigme s'opère et l'on passe de la théorie du gouvernement limité à celle de l'État au service de la société et du bonheur des citoyens. L'un des fondements du libéralisme classique s'écroule alors : la méfiance à l'égard des interventions de l'État.

Les missions nouvelles de l'État

Pour répondre à des crises, à des injustices d'un type et d'une ampleur nouveaux, le « nouveau » libéralisme appelle à l'intervention de l'État dans l'économie après la crise de 1929 et à accepter son rôle pour domestiquer les excès du capitalisme et du marché. Le champ d'action de l'État s'étend maintenant à toutes sortes de domaines qui étaient en dehors de sa juridiction. La tâche de l'État n'est plus seulement « négative » – protéger les individus contre les atteintes à leur liberté –, mais consiste à faire leur bonheur en stabilisant l'économie et en régulant le marché mondial.

Sont également acceptées les interventions dans la sphère privée et la société civile : la famille (politiques démographiques), la santé et l'éducation, le chômage, les entreprises et le monde du travail, le syndicalisme, etc. De menace, l'État devient un vecteur du Bien puisque son rôle est désormais de satisfaire les besoins de ses citoyens. Le *welfare* devient la responsabilité du gouvernement et non plus de la société civile, des associations privées religieuses ou laïques de charité et de solidarité.

Des moyens nouveaux : l'État administratif

Cette nouvelle conception de l'État justifie l'existence de nouveaux moyens d'action pour l'État administratif, c'est-à-dire le développement d'agences d'experts non élus pour résoudre les problèmes sociaux et économiques. Elle justifie l'abandon du principe fondateur, pour Locke et Montesquieu, de la séparation des pouvoirs puisque le pouvoir administratif devient de plus en plus autonome, un « quatrième pouvoir » sans véritable contrôle. Il dépend seulement indirectement de l'exécutif et il n'est pas responsable devant les citoyens puisque les parlements n'ont plus aucun droit de regard dès qu'une agence administrative est créée. C'est ce point qui est probablement le plus problématique dans le « nouveau » libéralisme. En effet, comme la séparation des pouvoirs est un obstacle à l'efficacité des gouvernements dans leur action sociale, on assiste à l'abandon de la doctrine libérale de la non-délégation des pouvoirs qui permet l'apparition d'agences administratives indépendantes (*National Health Service* en Angleterre, Sécurité Sociale en France, *Security and Exchanges Commission* aux États-Unis pour la régulation des marchés financiers, d'autres agences similaires pour contrôler les médias, le commerce, la sécurité intérieure). Il s'agit de pouvoirs non élus et placés sous le contrôle de l'exécutif, sans que les parlementaires puissent les évaluer, sauf en cas de crise. L'accroissement de la taille et de l'influence des bureaucraties d'État non responsables devant les citoyens s'effectue parallèlement à l'augmentation de la bureaucratie dans les gigantesques consortiums multinationaux. Comme l'avait déjà vu Max Weber au début du siècle, la bureaucratie devient la menace la plus sérieuse à l'égard des libertés individuelles²³. Pour cette raison, le libéralisme a été associé aux États-Unis et en Angleterre au *big government* et c'est l'un des thèmes sur lesquels, depuis l'administration Reagan, les républicains ont fait campagne contre les idées libérales.

²³ Voir Richard Bellamy, *op. cit.* (sur Max Weber, p. 184-190) et sur les dangers de la bureaucratie étatique comme industrielle pour les idées libérales.

Conclusion

« Le fait que le libéralisme accorde une réelle valeur à l'expérience a entraîné une réévaluation continue des idées d'individualité et de liberté, lesquelles idées sont étroitement dépendantes des changements affectant les relations sociales » (John Dewey, « The Future of Liberalism », in *Later Works*, 1935).

Ce qui frappe dans cet épisode du « nouveau » libéralisme, c'est l'étonnante capacité de réinvention du libéralisme en fonction des transformations sociales, point sur lequel Dewey insiste dans cette citation. L'explication en est certainement que, par rapport aux idéologies concurrentes, socialisme ou conservatisme, le libéralisme est beaucoup moins rigide et doctrinal et que sa « tolérance structurale » et sa « flexibilité diachronique », pour reprendre les termes des brillantes analyses de Michael Freeden, sont remarquables. Malgré ces transformations, en effet, la structure conceptuelle du libéralisme est restée la même. Nous retrouvons dans le « nouveau » libéralisme tous les concepts-clés de souveraineté de l'individu, de liberté des Modernes, de l'État de droit. Mais cette structure a été modifiée parce que la relation entre ses concepts-clés et ses concepts adjacents et périphériques s'est transformée. En particulier, ses concepts adjacents de démocratie, d'égalité, d'État et de bien commun ont influencé en profondeur ses concepts-clés. En définitive, ses valeurs de base – liberté individuelle, esprit d'entreprise, tolérance, refus du système et du dogmatisme, capacité d'autocritique – inspirent un style, une *forme* intellectuelle qui lui sont spécifiques et qui donnent à sa famille de concepts beaucoup plus de flexibilité et d'ouverture que dans d'autres idéologies. La maison « libéralisme » a certainement ses portes et ses fenêtres plus largement ouvertes sur le monde qu'aucune autre.

En effet, que voudrait dire la doctrine de la liberté si ce projet était compatible avec le dogmatisme et l'esprit de système généralement attribués aux idéologies politiques ? Par définition, le libéralisme ne peut inspirer des doctrines dogmatiques et sectaires. C'est pourquoi, par exemple, le néolibéralisme de Milton Friedman, repris par les gouvernements Thatcher et Reagan, est difficilement intégrable dans le camp libéral car il bascule très vite dans le conservatisme par la *forme* de son argumentation, souvent sectaire et dogmatique, tout autant que par le contenu de ses idées. Au contraire, en appliquant la tolérance à la philosophie elle-même, pour reprendre la formule de John Rawls (*Libéralisme politique*, p. 34) le libéralisme contemporain se manifeste dans des constellations d'idées et de valeurs qui, si elles contiennent un noyau dur, sont toujours susceptibles de réorganisations

différentes comme celles accomplies par John Stuart Mill ou tous les auteurs du « nouveau » libéralisme que nous avons mentionnés.

On pourra certes objecter que l'éclectisme n'est pas une bonne formule politiquement et qu'intellectuellement c'est en général un signe de faiblesse. En réalité, c'est pour une idéologie politique une force qui lui permet de se rénover, de s'adapter aux circonstances nouvelles de manière remarquable et de permettre la coopération politique entre des forces sociales opposées. Mais ce qui est possible pour un courant intellectuel l'est sans doute beaucoup moins pour un parti politique. C'est pourquoi le rayonnement du « nouveau » libéralisme a plus été celui d'un mouvement intellectuel que d'un programme de parti. Il n'en demeure pas moins que la capacité de transformation, de réinvention et d'adaptation est inscrite dans la nature même du libéralisme, dans sa conscience de soi en tant que doctrine de la liberté humaine en train de s'accomplir.

Références bibliographiques

- Michael Freeden, *The New Liberalism*, Oxford, Clarendon Press, 1978 ; *Liberalism Divided*, Oxford, Clarendon Press, 1986 ; *Ideologies and Political Theory*, Oxford, Oxford University Press, 1996.

- le numéro spécial de la revue *Social Philosophy and Policy: Liberalism, Old and New*, vol. 24, n° 1, hiver, 2007.

- James T. Kloppenberg, *Uncertain Victory. Social Democracy and Progressivism in European and American Thought, 1870-1920*, Oxford, Oxford University Press, 1986.

- Richard Bellamy, *Liberalism and Modern Society*, Cambridge, Polity Press, 1992.

- Gilles Dostaler, *Keynes et ses combats*, Paris, Albin Michel, 2009 (1^{ère} éd. : 2005).

- sur le socialisme libéral, voir Serge Audier, *Le Socialisme libéral*, Paris, La Découverte, 2006, et Monique Canto-Sperber et Nadia Urbinati (dir.), *Le Socialisme libéral. Une anthologie*, Paris, Esprit, 2003.

- John Rawls, *Libéralisme politique*, Paris, PUF, 1995 (éd. originale : 1993), traduit de l'américain par Catherine Audard.

Publié dans laviedesidees.fr, le 28 avril 2009

© laviedesidees.fr